

Entretiens avec des parlementaires: Yvonne Gilli

Médiatrice entre deux cultures

Petra Seeburger

Responsable de la communication de «Médecins de famille Suisse»

Yvonne Gilli est médecin de famille et femme politique. En tant que conseillère nationale et membre de la CSSS-N, la politique de santé lui tient à cœur. De par son rôle de médecin dans la politique, elle est une passerelle entre le monde médical et la culture politique.

Yvonne Gilli, vous êtes médecin de famille, membre des Verts, en poste au Conseil national depuis 2007, pour lequel vous vous portez à nouveau candidate en automne. Où fixez-vous vos priorités politiques?

En tant que conseillère nationale, je m'engage pour l'éducation, le domaine social et la santé; mais en tant que femme politique des Verts, je milite pour les questions liées à l'environnement et aux énergies. Etant donné qu'en dehors de mon activité politique, je suis régulièrement au contact des patients, la prise en charge sanitaire me tient beaucoup à cœur. Ce qui m'importe, c'est l'ensemble de la chaîne thérapeutique et sa qualité. Dans mon rôle de femme politique, j'opte pour un point de vue systémique. Le plus important pour moi est d'assurer la qualité de garantir à tous l'accès au système.

Les médecins de famille ne s'engagent que depuis quelques années dans la politique. L'initiative, née d'un mouvement de protestation, a fait bouger les choses. Comment évaluez-vous ce succès?

Le lancement d'une initiative était juste et nécessaire, il s'agissait d'une sorte de signal d'alarme. Outre les résultats du Masterplan et de l'article constitutionnel, autres objectifs ont été atteints: le public et la politique ont été sensibilisés à la menace de pénurie de médecins de famille. La «solidarité» des médecins de famille à ce sujet a permis de porter un regard autre, différencié, sur le corps médical. Beaucoup ont alors seulement pris conscience du fait que les médecins de famille et pédiatres, qui garantissent justement nos prestations de soins primaires, travaillaient dans des conditions de plus en plus mauvaises. C'est avant tout la politique qui a alors reconnu qu'il convenait d'être plus attentif à leur égard.

Pour les médecins de famille, l'année 2014 a été couronnée de succès: Les médecins de famille et pédiatres peuvent-ils désormais souffler?

Les succès sont certes formidables, mais tous les problèmes ne sont pas pour autant résolus. L'initiative a permis de poser des fondations. Tout dépend désor-

mais de la manière dont l'association réussira à continuer la collaboration avec la politique. L'objectif doit être de coopérer sur tous les plans de façon participative et constructive. Un contact étroit est nécessaire entre la politique et les organismes responsables. Il convient toutefois de faire également preuve de compréhension concernant le mécanisme politique et la complexité des processus opérationnels. La politique fonctionne de la même manière que la médecine de famille. Partout travaillent des gens désireux d'améliorer les choses. Je conçois mon rôle comme celui de médiatrice et aussi de passerelle entre le monde médical et la culture politique.

L'interprofessionnalité et les soins intégrés déclenchent de vives réactions chez de nombreux médecins.

Vous tentez de servir de médiatrice entre les fronts.

Quelles sont vos réflexions?

Nous, les médecins, pratiquons la médecine pour les personnes qui ont besoin de nous. Nous sommes donc responsables du traitement des patients, nous ne sommes ni des managers, ni des gestionnaires. Pour nous, il s'agit de redévelopper une vision précise de notre profession. Fondamentalement, la médecine est aujourd'hui une profession d'équipe. Pourtant, les structures actuelles ne reflètent pas encore cet aspect, comme le montrent les débats relatifs à la LPTh et la LP-Méd autour de l'extension des compétences des pharmaciens. Cette dernière figurait déjà dans le projet de LPTh mis en consultation et est entre-temps approu-

Jusqu'aux élections fédérales d'automne 2015, «Médecins de famille Suisse» publie régulièrement des portraits d'hommes et de femmes politiques soutenant la médecine de famille et la pédiatrie. Cette initiative s'accompagne également d'une recommandation de vote. Nous réalisons le premier entretien avec Yvonne Gilli, qui a entre autres fortement soutenu l'initiative des médecins de famille et le contenu du Masterplan. Les médecins de famille et pédiatres suisses ont besoin de tels parlementaires engagés dans la Confédération et les cantons. Apportons-lui donc notre soutien: réalisez Yvonne Gilli le 18 octobre 2015 pour représenter le canton de Saint-Gall au Conseil national!

vée par une grande partie du Parlement. Le lobbying des pharmaciens est l'autre responsable. Il s'agit là d'une lutte territoriale de répartition et, par des voies détournées, d'une attaque de la propharmacie. Le fait que la délivrance d'un médicament requière des compétences cliniques permet une certaine régulation. C'est pourquoi, lors des débats relatifs à la LPTh, j'ai demandé, dans l'intérêt des patients, d'intégrer l'acquisition de compétences cliniques à la formation pharmaceutique. Un déplacement du marché en faveur des pharmaciens nécessite cependant une compensation au niveau du TARMED.

Les médecins de famille et la politique ne semblent pas encore avoir trouvé de dénominateur commun concernant la LDEIP ...

Généralement, la politique est en retard par rapport aux développements sociaux. Ce n'est pas le cas de la LDEIP. Nous devons adopter une bonne législation cadre du côté de la politique, mais sans régulation excessive. A ce sujet, je me suis exprimée avec véhémence contre la suppression du double volontariat. D'une part, parce que la documentation électronique est porteuse d'avenir et tous les jeunes médecins l'utilisent déjà de nos jours. D'autre part, la question se pose de savoir si cette exigence doit être imposée aux patients. La souveraineté des données leur est pour l'instant certes accordée, mais ne devons-nous pas craindre que le dossier du patient serve comme instrument de contrôle à l'optimisation des coûts?

L'avenir de la médecine est féminin. À votre avis, comment le système doit-il s'adapter?

La question du genre requiert une modification de la façon de penser, depuis la formation prégraduée jusqu'à l'exercice professionnel, en passant par la formation postgraduée et continue. Le métier de médecin est formidable, mais il doit être compatible. Nous n'en sommes actuellement pas encore là. Nous avons besoin de rythmes de travail plus flexibles, et ce pour les deux sexes. Cela fait déjà quelques années que davantage de femmes que d'hommes étudient la médecine.

Beaucoup abandonnent durant la phase de formation postgraduée. C'est pourquoi il est nécessaire d'adapter les structures de formation postgraduée. En gynécologie, il serait par exemple possible de se demander si tout le monde doit suivre le même catalogue des opérations pour le cursus de spécialiste, même s'il est clair que certaines personnes travailleront plus tard au cabinet médical. Est-il pertinent que des jeunes femmes travaillent à temps partiel pendant 10–12 ans avant d'obtenir le titre de spécialiste? Il convient de reconnaître que la société a changé. Nous disposons toutefois d'un système médical de formation postgraduée qui n'est pas adapté.

Aujourd'hui, la médecine de famille a gagné en importance. La pénurie de médecins bouleverse l'opinion publique et motive la politique à agir. Que conseillez-vous aux médecins de famille et de l'enfance pour l'avenir?

Chaque association a besoin de lobbying, afin de défendre ses intérêts légitimes. Mais chaque classe professionnelle a sa propre culture. Plus le travail de lobbying commence tôt, plus il est efficace. En cas de procédure de consultation, il peut être trop tard, comme nous le voyons avec la LPTh. Seuls d'étroits rapports avec la politique permettent d'introduire certaines questions et les arguments correspondants. Le travail des commissions joue alors un rôle central; en ce qui concerne la politique de santé, il s'agit des deux CSSS.

Que proposez-vous donc concrètement?

Nous avons besoin de plus de représentants du corps médical au Parlement, car nous exerçons ainsi une influence directe. Prenons l'exemple des agriculteurs: un paysan vote pour un des siens, peu importe le parti que celui-ci représente. Cela a eu pour conséquence que cette classe professionnelle est actuellement surreprésentée au Parlement par rapport à son importance effective. Ils parviennent en outre à retourner des débats budgétaires entiers à leur avantage. Les pharmaciens aussi agissent en force. Nous les médecins, et principalement les médecins de famille et pédiatres, devons renforcer notre lobbying. Nous avons pour cela besoin de passerelles, ce qui est la mission des représentants des associations professionnelles au Parlement. Après tout, nous disposons d'un parlement de milice afin que toutes les classes professionnelles et toutes les couches sociales y soient représentées. En tant que médecins de famille, nous pouvons agir en politique de santé sur la base d'expériences et non d'interprétations et de promesses. Ainsi, nous pouvons continuellement porter nos questions à l'ordre du jour de la politique et participer effectivement au développement du système de santé.

Correspondance:
Petra Seeburger
Kommunikationsverant-
wortliche Hausärzte
Schweiz, Geschäftsstelle
Effingerstrasse 54
Postfach 6052
3001 Bern
petra.seeburger[at]
hausarztswissenschaft.ch



Yvonne Gilli est spécialiste FMH en médecine interne générale et conseillère nationale. Agée de 57 ans, cette ancienne infirmière possédant une formation postgraduée en soins intensifs a étudié la médecine en seconde formation. Très tôt, elle a suivi une formation postgraduée en homéopathie classique et médecine traditionnelle chinoise. Depuis 1996, elle exerce en tant que médecin de famille dans son propre cabinet. Yvonne Gilli est membre des Verts du canton de Saint-Gall depuis 2000 et a siégé au Conseil municipal de la ville de Wil jusqu'en 2005. De 2004 à 2007, elle a été députée au Grand Conseil du canton de Saint-Gall. Elle est membre de Conseil national de la CSSS-N depuis 2007. Elle est également mère de trois enfants bientôt adultes.